

10244



1ère Section - Politique forestière -

I- Depuis sa création l'activité du Service forestier du Sénégal et de la Mauritanie a eu pour but essentiel la sauvegarde des boisements sur une proportion suffisante du pays en les soustrayant par le "classement" à l'exercice des droits d'usage, cause habituelle de leur régression et de leur dégradation.

Les termes de forêts classées et de forêts protégées, créés par les règlements, sont aujourd'hui compris et adoptés par les populations locales. Aussi serait-il inopportun d'adopter une nouvelle terminologie.

Le domaine classé du Sénégal englobe à l'heure actuelle 134 massifs boisés couvrant 1.297.000 hectares, soit 6,42 % de la superficie totale du pays. Ce domaine s'est constitué et continue à se constituer suivant un ordre logique d'urgence, en commençant par les régions les plus menacées par la déforestation.

II- Au Sénégal cette politique de classement, comprise et admise par les populations locales, ne donne lieu de leur part qu'à des contestations de détail, mais nullement de principe.

Les doléances que manifestent le plus les collectivités locales ont trait fréquemment au fait que les limites des forêts classées les enserrent de trop près, ne leur laissant pas assez de place pour l'exercice de leurs droits d'usage, et en particulier pour la rotation de leurs cultures.

IV- Une nouvelle conception de la tenure des terres se développe et se précise avec les progrès de l'évolution sociale. Sous le régime législatif actuel sont domaniales toutes les terres vacantes et sans maître et sont réputées sans maître toutes les terres qui ne font pas l'objet d'un titre régulier de propriété, c'est-à-dire la presque totalité des terres d'Afrique sur lesquelles portent des droits qui sont seulement des droits d'usage d'après notre législation.

Quand l'Africain a incorporé du travail dans le sol (terrains de culture et jachères), quand il a pris coutume de conduire ses troupeaux sur le même terrain à l'entour de sa case, il prend conscience qu'il exerce sur ce terrain davantage qu'un simple droit d'usage. Ce droit qui est l'une des formes d'accession à la propriété que reconnaît notre propre Code Civil.

Ce droit est un droit réel. Par la procédure de la reconnaissance des droits fonciers chaque Africain a la faculté de le faire affirmer et d'acquiescer un titre foncier pour la terre qu'il occupe de fait.

.../...

Mais cette procédure à caractère individuel demeure d'un usage exceptionnel. A l'heure actuelle les collectivités locales revendiquent la reconnaissance de leurs droits sur l'emprise territoriale qu'elles occupent, somme des emprises individuelles et collectives de leurs membres. Ces droits, on les reconnaît de facto lorsque lors de classements de forêts on "cantonne les droits d'usage". il faut admettre qu'il peut exister d'autres formes de propriété que celles reconnues par notre Code Civil et il faut les reconnaître de jure. Il est temps de le faire.

Le statut que l'on donnera à cette sorte de terrains dépendra du statut que l'on donnera aux collectivités elles-mêmes. Les boisements que ces terrains peuvent porter auront, c'est probable, un statut analogue ou voisin de celui de nos forêts communales françaises.

C'est en général à propos de cette sorte de terrains qu'ont lieu les difficultés et les contestations de classements. En général la domanialité des terrains portant des droits d'usage collectifs, ne se traduisant pas par une occupation réelle et permanente du sol, n'est pas contestée. Avant nos règlements elle était déjà reconnue par la coutume.

III- Le décret du 4 Juillet 1935 fixant le régime forestier en A.O.F. apporte lui-même quelques restrictives générales aux droits d'usage : interdiction des feux de brousse, de l'ébranchage, protection de certaines espèces végétales.

En outre il ouvre aux Gouverneurs la latitude d'édicter par voie d'arrêtés d'autres mesures restrictives générales. Jusqu'à présent on en a peu usé, seulement pour réglementer la saignée des palmiers à huile, des rôniers et des gommiers.

Il y aurait lieu de le faire pour réglementer : l'aménagement des palmeraies naturelles et des rôniers, la façon de faire les défrichements (interdiction de l'emploi du feu) le parcours du bétail (zone en défens en vue de leur reconstitution).

Le domaine classé est soumis à une interdiction générale spéciale : celle de défricher.

Lors de classements de forêts, après les droits d'usage faisant l'objet de restrictions ou de tolérances réglementaires générales, il reste à examiner les droits suivants d'une façon spéciale : parcours du bétail et prélèvements de bois. Ces droits sont à proscrire si on recherche la production intensive du bois. Ils peuvent être tolérés si le but principal du classement est la simple conservation de l'état boisé.

V- La méthode "taungya" de régénération n'a de chances de réussir que dans les régions où il y a insuffisance de terres. C'est le cas de la Casamance où cette méthode est couramment employée par le Service forestier local et avec succès : plantations de teck et de caïlcédrat sur culture de riz de montagne.

.../...

VI- En zone sahélienne les feux de brousse sont à proscrire formellement non seulement parce qu'ils sont nocifs à la végétation forestière, mais plus encore parce que dans ces régions essentiellement pastorales, ils ruinent le pâturage pour toute la durée de la saison sèche, dans cette zone l'herbe ne repoussant pas après l'incendie.

Dans les zones plus basses en latitude, plus humides, où l'herbe repousse après le passage des flammes, les feux préconçus doivent non seulement être tolérés, mais même être recommandés. Tout en permettant le renouvellement des pâturages, ils sont un moindre mal pour la végétation forestière, le passage annuel du feu à une époque quelconque plus ou moins tardive, devant être considéré comme absolument inévitable.

VII- Il n'y a que l'Etat qui assure le financement et l'exécution des opérations sylvicoles.

2ème partie - Sylviculture -

II- Dans les régions sèches la tâche du forestier consiste beaucoup plus à assurer la pérennité des boisements existants et leur régénération naturelle qu'à reconstituer des boisements par des travaux exécutés de main d'homme.

Pratiquement, pour seconder la nature, étant donné les faibles moyens dont nous disposons en face des étendues considérables sur lesquelles il conviendrait d'opérer, les interventions culturales ne peuvent être que très sommaires : des épandages ou des semis de graines sont les seules à notre portée.

Les stations d'essai du gommier de LINGUERE au Sénégal et de MEDERDRA en Mauritanie ont déjà fourni à ce sujet quelques résultats intéressants :

1°/- Le simple épandage de graines sur le sol donne des résultats absolument nuls.

2°/- Enfoncées, les graines lèvent à la première et facilement. Mais par la suite le déchet est considérable. Il est d'autant moindre que le sol peut mieux être tenu en état de propreté.

Si aucune opération culturale n'intervient postérieurement au semis effectué avec enfouissage des graines, mais sans nettoyage préalable du sol, il faut semer environ 40.000 graines pour obtenir une densité à l'hectare de 100 plants ayant réussi à survivre.

Toutes les exploitations tropicales sont des exploitations "sélectives", rompant l'équilibre biotique des formations et aboutissant à la régression des essences de valeur exploitées avant celles sans valeur laissées debout. Au Sénégal, dont les formations arborées ne peuvent fournir que du feu, un premier progrès a été réalisé en imposant la coupe à blanc étoc. La reconstitution des peuplements par la voie asexuée se fait en général vigoureusement.

III- Au Sénégal des plantations artificielles n'ont été entreprises qu'àuprès de centres importants souffrant particulièrement de la pénurie de bois de chauffage. Les plantations sont rendues très coûteuses en raison de la nécessité d'arroser, souvent des difficultés d'arrosage et malgré cela elles restent aléatoires.

.../...

Conférence FORESTIERE INTERAFRICAIN
d'ABIDJAN

R A P P O R T
du Service des Eaux et Forêts du Sénégal
et de la Mauritanie.

Etant donné le public auquel s'adresse ce rapport, il paraît superflu de s'appesantir sur la nécessité de protéger les formations arborées du continent africain contre les dévastations de l'homme. Nous admettrons cette nécessité comme un dogme, un postulat.

1ère Section - POLITIQUE FORESTIERE -

I- L'essentiel de l'activité du Service des Eaux et Forêts du Sénégal et de la Mauritanie a été, depuis sa création jusqu'à maintenant, d'assurer la sauvegarde d'une partie des boisements qu'il a trouvés existants, par la procédure classique du "classement". Celle-ci consiste, rappelons-le, à affirmer le caractère domanial des terrains que l'on désire conserver à l'état boisé, puis à les purger de tout ou partie des droits d'usage, cause habituelle de dégradation, et parmi eux en particulier du droit de défrichement.

Les forêts domaniales restées en dehors des périmètres classés, soumises elles aussi au régime forestier, ont reçu le nom de forêts protégées.

Ces appellations ne paraissent pas parfaitement adéquates. Le terme de "forêts classées" indique bien qu'un tri, une sélection sont faits parmi les étendues boisées du pays. Mais il ne fait pas assez ressortir le caractère d'intangibilité qu'ont essentiellement ces forêts. Par ailleurs, les forêts dites protégées ne le sont en fait que bien peu ou pas du tout. Les termes de "forêts réservées" et de "forêts soumises" (au régime forestier) seraient sans doute plus idoines.

Que la préférence aille à l'une ou l'autre de ces séries de termes, il paraît désormais difficile de changer d'appellations. Cela serait une source de confusion. Car les termes actuels, officiellement enfantés par le décret de 1935 fixant le régime forestier en A.O.F., ont maintenant assez d'existence pour être couramment adoptés et compris par les populations Sénégalaises.

Au début de cette année, le domaine classé englobait au Sénégal 134 massifs boisés couvrant 1.297.175 hectares, soit 6,42 % de la superficie du Territoire.

Sans qu'il y ait eu un plan nettement défini et ~~établi à l'avance~~ ^{établi à l'avance}, cette politique de classement a suivi un ordre logique. Les opérations ont commencé aux endroits où l'état boisé était le plus menacé et par les boisements ayant le plus de valeur au point de vue économique.

.../...

En Casamance, elles ont commencé vers la région cotière, de type guinéen de végétation, pour remonter le long du couloir que forme cette contrée entre la Gambie Anglaise et la Guinée Portugaise - 13,83 % de la région sont classés.

Au Sénégal proprement dit, on s'est d'abord occupé pareillement des régions voisines de la côte, très déforestées par suite de la culture de l'arachide et où le Service forestier est arrivé trop tardivement pour pouvoir sauvegarder des étendues notables. Sont classées à l'heure actuelle tous les îlots-reliques de forêt qu'on a trouvés subsistant encore : 8,3 % du Territoire de DAKAR, 4,52 % des cercles de THIES et de DIOURBEL, 12,09 % du cercle du SINE-SALOU, 6,45 % du cercle de LOUGA.

De là, le classement s'est poursuivi tout le long de la voie ferrée de DAKAR vers BAMAKO, en partant du rail pour pénétrer vers l'intérieur : 8,17 % du cercle de TAMBACOUDA actuellement.

Dans la région du Fleuve Sénégal, l'effort a porté tout le long de la vallée proprement dite et de la zone d'inondation sur les deux rives Sénégalaises et Mauritanienues - Mais, hors de la vallée, tant du côté Sénégalais que du côté Mauritanien, on n'a pas encore entrepris sérieusement le classement des steppes et savanes couvrant le pays.

A l'heure actuelle donc, partout où au Sénégal l'état boisé était particulièrement menacé, le travail de classement peut être considéré comme à peu près terminé. Il se poursuit désormais vers les régions de l'intérieur, encore très boisées : la Haute-Casamance, le pays Bassari (KEDOUGOU), le Ferlo et le Toro. En particulier, face au front de la culture de l'arachide qui se situe entre KOUNGHEUL et LINGUERE, on est en train de dresser un écran de forêts classées.

II- Tant au Sénégal qu'en Mauritanie, cette politique de classement est parfaitement admise par les populations locales et n'est nullement discutée dans son principe. De ce côté, le Service forestier n'éprouve aucune difficulté. A preuve le rythme auquel se poursuivent les classements : 210.000 hectares durant l'année 1950. En 1951, on peut affirmer dès maintenant que ce chiffre sera dépassé.

Les conflits ne portent donc que sur des points de détail. En général, il s'agit de village qui se planignent d'être enserrés de trop près ou de terrains appropriés, revendiqués comme ayant été induement englobés dans des périmètres classés.

Au Sénégal les délits de défrichement commis dans les forêts classées sont rares, sauf dans celles situées le long de la vallée du Fleuve Sénégal, région où la tenure des terres fait l'objet de droits personnels précis et où ont parfois été englobées à l'intérieur des limites des forêts, des terres cultivables, dont les tenanciers revendiquent à présent la restitution. Peu fréquents sont également les délits d'exploitation non autorisée de produits forestiers. Le pâturage et l'ébranchage sont de beaucoup les délits les plus fréquents.

IV- Jusqu'à présent, la politique de classement et de sauvegarde des boisements a répondu au seul souci d'assurer le maintien de l'état boisé sur des étendues convenables, ce but étant poursuivi comme une fin. Dans les milieux forestiers, la tendance est fort répandue de vouloir accaparer toutes les étendues boisées et de considérer les forêts classées comme de véritables parcs-nationaux au sein desquels on cherche à protéger la Nature contre toute dévastation ou dégradation humaine.

.../...

Cette conception est abusive et doit être révisée. Même classées, les forêts doivent continuer à participer à la vie économique et sociale du pays et on doit tirer d'elles les profits de tous ordres aussi complètement qu'on peut le faire. Il faut s'attacher à rechercher comment elles peuvent précisément être utiles : directement par la fourniture de produits divers ou par divers ou par diverses servitudes, indirectement par leur influence climatique, la protection du sol, etc., ou pour diverses de ces raisons à la fois.

Avant même de consacrer réglementairement le classement d'un massif forestier, on doit se poser la question de la destination qu'on lui réserve, des divers modes d'utilité qu'il présente. Car de ces données dépendent grandement les modalités à adopter pour le classement du massif considéré et encore plus son mode de traitement sylvicole. Nous nous étendrons plus loin sur ce sujet.

Avant tout, lors d'une opération de classement, le premier travail que nous impose l'article 8 du décret de 1925, notre Code forestier en A.O.F., est "la reconnaissance des droits d'usage ou autres s'exerçant sur la forêt" (à classer).

Aux termes du décret du 15 Novembre 1945 fixant le régime domanial en A.O.F. font partie du Domaine de l'Etat toutes les terres vacantes et sans maître. Il faut entendre par là toutes les terres ne faisant pas l'objet de titres fonciers. D'après cette définition sont donc domaniales la presque totalité des terres de l'A.O.F.

Parmi les populations locales une réaction, parfaitement fondée à notre sens, se manifeste de plus en plus contre cette conception que nous serons indubitablement conduits à réviser. Il nous faut admettre qu'il peut exister d'autres formes de propriété que celle prévue par notre Code Civil.

En effet, nulle part en A.O.F. et même en Afrique, il n'existe de véritables terres vacantes et sans maître. Avant l'arrivée des blancs, le sol se trouvait réparti entre les diverses races ou tribus d'une façon très précise et parfaitement définie et l'emprise territoriale de chaque race ou tribu se trouvait partagée entre les collectivités constituantes d'une façon pareillement nette. Le droit éminent de propriété sur le sol était détenu en général par l'ancêtre. Le Chef ou le descendant vivant (chef de terre) n'en était que le gérant ou le dépositaire. Ce droit étant détenu par personne fictive, prenait ainsi un caractère inaliénable et imprescriptible. C'est à l'ancêtre ou à son représentant sur terre que s'adressait celui qui voulait s'installer pour obtenir l'autorisation de le faire. L'occupant réel du sol n'avait donc qu'un simple droit d'usufruit. L'instabilité des cultures, conditionnée par l'épuisement rapide des sols africains, n'a même pas conduit en général à la durabilité de ce droit qui est resté temporaire. Une telle tendance ne s'est manifestée que dans les régions où le sol pouvait être indéfiniment cultivé et dans celles où l'insuffisance des terres en face de l'effectif de la population conduisait à la fixité des cultures ou à une rotation bien assise de celles-ci. C'est ainsi que dans la vallée du fleuve Sénégal par exemple ce droit d'usufruit est devenu héréditaire.

Les droits qu'exerçaient sur le sol dont il vient d'être question étaient moins que des droits de propriété, mais plus que des droits d'usufruit, aux sens que notre Code Civil donne à ces mots. Quelle que soit leur nature, nous continuerons à appeler ces droits des droits d'usage pour plus de commodité. Mais ils étaient bien des droits réels d'occupation du sol.

.../...

En fait, on peut distinguer deux grandes catégories de terrains : 1°/- les terrains couverts de droits d'usage personnels (ou familiaux, mais dont la propriété éminente reste collective). Cette catégorie englobe les terrains de culture, ceux en jachères nécessaires à la rotation de celle-ci, les boisements servant à la satisfaction des besoins en bois de chauffage, en bois de service (casses, outils, etc.), bref les terrains sur lesquels une certaine somme de travail a été incorporée et faisant l'objet d'une occupation réelle. Ces terrains sont d'habitude situés aux alentours immédiats des villages. 2°/- Les terrains sur lesquels portent des droits collectifs, ce sont les zones d'influence des villages, réserves de terrain pour l'avenir, terrains de chasse ou de parcours. Si la commune existait dans nos territoires africains en tant qu'entité administrative ou territoriale, il ne fait pas de doute que les terrains de la première catégorie devraient devenir communaux, seuls restant domaniaux ceux de la seconde.

Dans les pays où l'évolution sociale et politique commence à se parfaire - tel est le cas du Sénégal -, le moment semblerait venu de songer à déterminer l'emprise territoriale de chaque collectivité locale. Qu'elle soit corrélatrice ou non de la création administrative de la commune (les modalités d'application en dépendraient), une refonte du régime des terres en A.O.F. devrait répondre sans tarder à cette nécessité qui s'impose chaque jour davantage pour de multiples raisons.

Cette conception n'est-elle pas sous-entendue dans notre décret forestier de 1935 ? - Lequel en son article premier fixe que "les forêts vassales et sans maître appartiennent à l'Etat" et précise en son article 2 que "sont qualifiés forêts les terrains dont les fruits exclusifs ou principaux sont les bois... ou des produits forestiers". D'après cette définition, il est patent que les terrains de culture et les superficies qui servent habituellement à leur rotation (jachères) ne sont pas soumis au régime forestier. Bien que le législateur ait placé ces dispositions en tête de notre réglementation comme un postulat ou un principe essentiel, elles ont maintes fois été perdues de vue et beaucoup de conflits à propos des classements tiennent à ce que ceux-ci, effectués trop rapidement ou sans assez de précautions, ont englobé des terrains de culture ou de jachère, en passant outre ou en méconnaissant les droits d'usage qui pesaient sur eux.

Cette conception de terres communales peut s'harmoniser avec les dispositions de notre réglementation forestière actuelle. Celle-ci permet de faire un tri parmi les terres domaniales (aux termes de notre législation actuelle) pour discriminer ce qu'on est convenu d'appeler les forêts classées. Mais elle a l'inconvénient de laisser tout ce qui est en dehors de celles-ci, sous le nom de domaine protégé, dans une situation vague et imprécise, sans limite déterminées et sans statut défini. En le classant comme communal, ce domaine protégé qui correspond en somme à l'emprise effective des villages largement entendue, recevrait ainsi un statut définitif et précis. Au lieu de domaine classé et domaine protégé, le premier seul ayant un statut précis actuellement et tous deux appartenant à l'Etat, on aurait ainsi, juxtaposés un domaine d'Etat et un domaine communal, ayant chacun leur propre statut.

Comme en FRANCE, les superficies boisées du domaine communal seraient gérées par le Service Forestier, mais au nom et pour le compte de la collectivité. Il y aurait des gardes domaniaux et des gardes communaux. L'efficacité de la surveillance et de la gestion y gagnerait.

Sachant que les terres communales restent la propriété des collectivités et que leurs produits vont à leur profit, celle-ci seraient portées sans aucun doute à les gérer en bon père de famille, en tout cas à leur apporter plus de considération qu'elles ne le font actuellement. Car il faut bien reconnaître que souvent les populations ont le sentiment d'être dépossédées ou frustrées par les classements qu'on effectue.

Ce statut communal devrait notamment s'appliquer aux rôniers. L'existence de celles-ci est due en général à une certaine intervention humaine, celle-ci ayant pu se réduire à une simple protection. Ainsi les collectivités voisines exercent-elles sur ces rôniers des droits incontestables et peuvent-elles prétendre à ce titre à la délivrance gratuite d'autorisations de coupe de rôniers.

III- Dans le domaine protégé, le décret du 4 Juillet 1935 fixant le régime forestier en A.O.F. consacre comme principe essentiel le libre exercice des droits coutumiers. Cependant il édicte lui-même quelques mesures générales restrictives de ces droits. Telles sont l'interdiction des feux de brousse, l'interdiction de la pratique de l'ébranchage (mais la tolérance de l'émondage des petites branches) la protection des espèces végétales fournissant des produits donnant lieu traditionnellement à exploitation commerciale par les collectivités indigènes. Mais, en ce qui concerne tous autres droits d'usage ce décret laisse en son article 17 aux Gouverneurs de Territoires le soin de prendre tous règlements utiles pour leur exercice.

De cette latitude on a peu usé au Sénégal ou, quand on l'a fait, on l'a fait avec tellement d'exagération que les mesures prises restent sans effet. C'est à un arrêté local en date du 27 Avril 1949 que ce reproche s'adresse principalement. Comme dispositions principales ce texte porte :

1°/- Interdiction de tout défrichement en domaine protégé sans autorisation préalable.

2°/- Obligation de conserver sur les champs de culture au moins 20 arbres de belle venue et 60 jeunes plants.

3°/- Classement comme essences totalement protégées de 17 espèces d'arbres et de 18 autres espèces comme essences accessoirement protégées.

La première disposition institue un système d'autorisations préalables matériellement incontrôlable en raison du nombre de celles-ci. Les deux suivantes rendent tout défrichement punissable à moins de se borner à cultiver les intervalles entre les arbres. Pratiquement, on est obligé de considérer ces dispositions comme lettre-morte. Appliquées par certains agents, elles ont été considérées par les populations locales comme des brimades stupides et ont provoqué un vif mouvement de mécontentement.

L'arrêté général du 24 Mars 1943 interdisant la chasse dans le domaine forestier classé est une mesure restrictive utile et parfaitement justifiée. Les dégâts qu'occasionne à la végétation la pratique de la chasse sont considérables. Car, soit par inadvertance, soit intentionnellement pour chasser plus facilement un grand nombre d'incendies sont dus aux chasseurs. En outre, pour éviter des frais de gardiennage, il est profitable que la protection de la flore et la protection de la faune s'exercent sur les mêmes surfaces. Une réserve forestière peut sans inconvénient majeur servir de refuge devant permettre au gibier de se multiplier en toute quiétude.

Il serait utile de prendre par voie réglementaire d'autres mesures générales restrictives des droits d'usage, notamment en ce qui concerne :

1°/- l'exploitation et la saignée des palmiers à huile et l'aménagement des palmeraies naturelles..

2°/- l'exploitation et la saignée des rôniers et l'aménagement des rôniers -

3°/- la façon de pratiquer la saignée des gommiers -

4°/- la façon de faire les défrichements, le choix des terrains à défricher restant libre parmi le domaine protégé. Dans les régions sahélo-soudanaises, il faut conserver des arbres, pour que le bétail subsiste, leur feuillage constituant l'unique ressource alimentaire subsistant en fin de saison sèche. Aussi, dans un pays comme le Sénégal qui est à la fois agricole et d'élevage, ne faut-il pas que la culture cause la ruine des boisements. On peut arriver à cela en prescrivant lors des défrichements tous procédés provoquant la mort des souches et en premier lieu l'usage du feu. Par contre, on peut recommander soit l'abatage des arbres res-terre, soit leur ébranchage à 1,50m (au moins) du sol (préférable parce que les rognons sont de suite hors de portée du bétail). Ainsi les arbres ne nuisent plus par leur ombre aux cultures tant que durent celles-ci et, lorsqu'elles se sont défilées plus loin, le boisement peut se reformer et ses branches peuvent de nouveau bientôt être profitables au bétail.

5°/- Peut-être pourrait-on enfin réglementer le droit de parcourir pour mettre certaines zones dégradées en défense, si ce n'est pas de l'utopie. On croit que les populations respecteront ce règlement, si le Service forestier n'a pas lui-même les moyens de le faire respecter.

Outre l'affirmation du caractère domanial des terrains (en cela il est une sorte de véritable immatriculation et procédure est la même que la procédure de celles-ci), le classement a également pour but de réglementer l'exercice des droits d'usage sur les surfaces classées.

Les règlements généraux restreignant l'exercice de certains droits d'usage sur le domaine protégé doivent logiquement être également valables pour le domaine classé. Plus efficace que sur celui-là, les infractions à ces règlements commises dans le domaine classé doivent être plus sévèrement punies que lorsqu'elles sont commises sur domaine protégé.

En outre, pour le domaine classé, le décret de 1935 fixant le régime forestier a édicté une restriction spéciale : l'interdiction de défricher - l'intangibilité est le caractère essentiel et fondamental du domaine classé.

Par contre, le même décret admet en son article 14 des tolérances générales : ramassage du bois mort, récolte des fruits, des plantes alimentaires et médicinales. On pourrait ajouter d'une façon générale à cette énumération tout ce qui n'est pas une cause de dommage à la végétation : la récolte du miel par exemple.

Après avoir passé la revue des droits dont les règlements interdisent, restreignent ou tolèrent l'exercice, il n'y a plus à examiner que celui d'utiliser certaines ressources forestières, et celui de parcourir le bétail. On n'en voit guère d'autres. Ce sont des droits qui spécialement préoccupent les populations soumises à un règlement d'aménagement. Le but que l'on se propose et de la situation particulière de chaque forêt dépend la question de savoir si on doit les éliminer ou si on peut au contraire tolérer les tolérances.

Si une forêt se présente isolée parmi une région totalement déforestée, on est presque contraint d'y tolérer des prélèvements de bois (piquets de cases, outils, etc.). Sans grand inconvénient on peut le faire pareillement dans le cas d'une vaste forêt en face de besoins restreints. Au reste la gratuité de ces prélèvements n'exclut pas le contrôle et on peut affecter une partie seulement de la forêt à leur satisfaction.

Dans un pays comme le Sénégal les formations arborées, utiles au point de vue climatique et pour la protection des sols, constituent ainsi des terrains de parcours qu'on saurait difficilement interdire au bétail. Certaines précautions en vue de leur restauration sont à prendre sur lesquelles on s'étendra à propos des aménagements sylvo-pastoraux. Partout où on ne recherche pas la production intensive de matière ligneuse, le bétail peut donc sans grand inconvénient être admis dans les boisements, surtout le gros bétail dont les dégâts sont minimes.

Si les classements sont effectués avec le souci de ne pas englober dans leurs limites des terrains faisant l'objet d'occupation réelle, si les droits d'usage sont réglementés ou aménagés de la façon libérale exposée plus haut, les collectivités locales ne sauraient valablement prétendre que les forêts classées constituent une gêne pour elles et il ne devrait pas subsister de possibilités de conflits et de discussions à leur sujet.

Si conformément aux règlements convenablement interprétés on ne doit classer que des terrains ne faisant pas l'objet d'occupation réelle, c'est-à-dire des terrains réellement vacants, il devient impossible au Service forestier d'opérer dans des régions telles que le Cayor, le BAOL, le SINE-SALOU au Sénégal. Ces régions sont complètement déforestées. Elles le sont précisément parce qu'il n'existe plus de terres vacantes, la totalité de la superficie de ces contrées étant occupée par les cultures et les jachères en raison de la forte densité de la population. Dans des cas pareils le Service des EAUX et FORETS ne peut se procurer des terres pour travailler que moyennant achat ou indemnité de déguerpissement, à moins que les collectivités n'abandonnent bénévolement une partie de leurs terrains. Elles consentiraient plus volontier un tel abandon si ces terrains pouvaient régulièrement continuer à rester leur patrimoine ou n'en être distraits que temporairement et si le produit des boisements à reconstituer sur eux allait à leur profit. Pour ce genre de terrains le décret forestier prévoit un statut spécialement (dont on n'a encore guère usé jusqu'à ce jour), celui de "périmètres de reboisement".

V- La méthode "Taungya" de régénération a été et est encore appliquée avec un succès faible à vrai dire au Sénégal proprement dit, avec un succès convenable en Casamance.

Cette méthode n'a de chances d'intéresser l'indigène que dans les régions où il y a insuffisance de terres disponibles. On le conçoit aisément : partout où il y a excédent de terres, pourquoi l'indigène accepterait-il de cultiver sur le domaine classé moyennant certains travaux de plantation d'arbres en contre-partie de cette autorisation, alors qu'il peut la faire ailleurs librement et sans aucune contre-partie, ni obligation ?.

Dans les régions côtières du Sénégal (CAYOR, BAOL, SINE-SALOU) densément peuplée et où le sol s'épuise à cause de jachères trop courtes, les volontaires ne manqueraient pas pour entreprendre des défrichements en forêts classées. Mais le Service forestier doit se montrer très circonspect. Car ces autorisations de culture, même si elles donnent lieu à des contrats, sont mollicieuses avec l'espoir qu'en opposant la force d'inertie elles deviendront durables. Il faut donc veiller à ce que ces autorisations n'aboutissent à de véritables déclassements.

.../...

Il faut avouer qu'au Sénégal nous n'avons encore trouvé ni essence ni méthode susceptibles de se passer d'arrosage durant la longue saison sèche régnant en ce pays. Partout où on ne peut arroser, soit que l'eau soit rare, soit qu'elle soit loin, soit qu'on n'ait pas des moyens matériels suffisants les résultats des plantations sont désespérément irréguliers, quand ils ne sont pas complètement infructueux. La pénurie de l'arrosage les rend au surcroît d'un prix de revient prohibitif.

C'est donc à très juste titre que cette méthode n'a été appliquée qu'à une très petite échelle, à l'échelle de simples essais. Les résultats prouvent qu'il n'y a pas lieu de persévérer dans cette voie.

La basse Casamance se prête convenablement à cette méthode. Les habitants de cette région se livrent à la culture du riz de marais dans les bas-fonds, mais aussi à celle du riz de montagne sur les plateaux. Cette dernière culture nécessite un sol forestier, son défrichement total et elle n'est possible qu'un seul hivernage, deux tout au plus, sur le même sol. Aussi est-elle dans de telles conditions une cause rapide et des plus importantes de déforestation. On sait qu'elle a été la cause principale de la dévastation du FOUTA-DJALON en Guinée et de tout le pays Krou entre SASSANDPA et TABOU en Côte d'Ivoire.

La région étant peuplée, le service forestier n'a pas de peine pour trouver des volontaires pour souscrire à des contrats de culture en forêts classées en vue d'y faire du riz. Les terrains concédés sont complantés en Tecks ou en Caïloédrats, qui végètent parfaitement bien sous ce climat guinéen. Le caïloédrat est attaqué par un insecte qui, en provoquant l'assèchement du bourgeon terminal, oblige les arbres à prendre un port branchu dès la base, défectueux pour la production de bois d'œuvre. Mais cela n'a rien à voir avec la méthode elle-même.

Cette méthode plantations sur cultures convient mieux au Teck qu'au caïloédrat. Car le teck couvre rapidement le sol, étouffant l'herbe sous son couvert, et peut après l'abandon des cultures se passer de façons d'entretien. Le Caïloédrat par contre ne couvre pas suffisamment le sol pour faire disparaître l'herbe qui prend la suite des cultures et qui y demeurerait si des interventions culturales n'intervenaient pas et qui empêcherait la forêt primitive de reconquérir sa primitive. L'enlèvement de cette herbe nécessite des façons répétées et coûteuses. Il faudrait essayer de couvrir le sol de plantes de couverture comme on le fait dans les plantations d'Hevea ou de garnir les intervalles entre les caïloédrats d'une essence accessoire formant fourré pour compléter le couvert.

Les rôniers classés au Sénégal ont été dotés d'un statut spécial, se rapprochant de la méthode taungya. Etant donné qu'on cherche à protéger le capital rôniers seulement et que sous ceux-ci la culture du sol est possible celle-ci reste autorisée, sauf une partie de la superficie classée sur laquelle on attend la régénération naturelle spontanée ou sur laquelle on pratique des semis de noix complémentaires.

Une sorte de taungya a également été tentée dans la vallée le long du fleuve Sénégal pour les peuplements de gonakés (*Acacia scorpioides*, var. *pumescens*). Cette essence colonise les terrains atteints par les crues sous forme de peuplements d'un bel aspect et à peu près purs.

Le Service forestier a classé la plus grande partie de ceux qui subsistent encore, environ 40.000 hectares en tout. Ces terres sont aussi d'excellentes terres à mil. On avait donc conçu un système de jachère arborée :

.../...

des parcelles boisées auraient été rendues à la culture et en compensation les cultivateurs auraient rendu des terres ayant besoin de repos. En somme les forêts auraient peu à peu changé de place, le capital ligneux restant constant. Puis on s'est borné à envisager une telle rotation à l'intérieur des périmètres classés, ceux-ci restant fixes.

Techniquement ce système était parfaitement possible. Après le retrait des eaux les terrains de culture abandonnés se regarnissent spontanément et sans aucune aide d'un fourré dense de jeunes sujets. Ce système eut été souhaitable pour la rénovation des peuplements.

Il n'a pas été viable en raison de la tenure des terres. Ces terres inondées, très fertiles, font l'objet de droits personnels ou familiaux très précieux et héréditaires. Jamais la rotation prévue n'a pu être organisée. Il a été impossible de mettre tout le monde d'accord et il a fallu y renoncer.

VI- Feux de brousse - Notre expérience qui augmente chaque année confirme qu'il n'existe aucun système de protection contre les feux de brousse absolument efficace.

Le plus efficace serait encore le système classique des pare-feux. Mais, lorsque le domaine classé commence à devenir important, comme c'est le cas au Sénégal, leur remise en état en fin de chaque hivernage devient une impossibilité matérielle par leur longueur même, d'autant plus que la période se prêtant à ce travail est très courte durée et qu'elle coïncide malheureusement avec l'époque des récoltes et du paiement de l'impôt. Elle se double d'une impossibilité financière depuis que les prestations en nature ont été supprimées et qu'il faut utiliser des salariés pour ce travail. L'entretien au moyen de débroussaillieurs tractés serait pareillement très coûteux.

Plus l'incendie se produit tardivement, plus il est nocif à la végétation arborée. Il est encore plus nocif s'il survient après une, deux ou plusieurs années d'interruption parce que l'herbe des années précédentes s'est accumulée sur le sol comme un feutrage qui renforce l'intensité et la violence des flammes. L'incendie plane donc constamment sur les boisements comme un danger à chaque instant possible. On ne peut le parer complètement. Quand on réussit à s'en préserver quelque temps, un accident suffit pour anéantir en quelques instants le bénéfice des longs efforts : un feu tardif ravale la végétation de plusieurs années en arrière. Il vaut donc mieux subir carrément le danger en s'efforçant de le rendre le moins nocif possible. On peut le faire en provoquant l'incendie de très bonne heure, à l'époque où l'herbe encore insuffisamment sèche brûle mal.

Ce feu précoce, il faut le considérer comme un moindre mal. Il limite les dégâts. Quand il est passé, on est sûr que les dégâts n'iront pas plus loin et on est tranquille pour le gardiennage de la forêt. Mais il demeure bien certain que, si on pouvait éviter complètement les feux de brousse, cela n'en vaudrait que mieux.

En zone soudanaise et dans les zones de végétation plus basses en latitude, le feu de brousse présente une indéniable utilité en permettant de rénover les pâturages. L'herbe de fin d'hivernage est ligneuse et improprie à la consommation. Après l'incendie, il repousse une herbe jeune et très tendre qu'affectionne le bétail. Les pasteurs font des mises à feu échelonnées de façon à procurer de l'herbe tendre à leurs troupeaux tout au long de la saison sèche. Le système des feux précoces réglemente en somme cette pratique, tout en conservant l'avantage principal. On peut donc généraliser ce système, profitable à la fois au pasteur et au forestier, en zone soudanaise et zone guinéenne.

.../...

Devant la lenteur de la Nature opérant seule, il y aurait lieu de la seconder. On a déjà essayé de le faire. En face des étendues considérables sur lesquelles il serait opportun d'opérer, il est bien évident que les faibles moyens humains, matériels et financiers dont nous disposons ne nous permettent d'envisager que des interventions éminemment sommaires et nous interdisent toute opération culturale sérieuse. La seule aide que nous sommes en mesure d'apporter à la Nature se limite pratiquement à des épandages de graines, au maximum à des semis.

Les stations d'essai sur le gommier créées à LINGUENNE au Sénégal et à MENDERDRA en Mauritanie, nous apportent déjà à ce sujet des enseignements intéressants, bien que les essais soient encore tout récents. Nous les résumons ci-après :

1°- La prétendue dureté des graines de gommier est un mythe. Elles germent au contraire à la moindre humidité. Il est probable qu'il en est de même des autres essences sahéliennes, ce caractère étant en somme une adaptation au milieu.

2°- Les épandages de graines sur le sol, sans enfouissage, donnent des résultats absolument nuls ou peu s'en faut. Les jeunes plantules n'ont pas la force de traverser la couche du sol la plus superficielle, grillée par le soleil, pour arriver aux couches humides sous-jacentes. C'est bien certain. Ce résultat confirme la difficulté de la régénération dans les conditions naturelles.

3°- Quand les graines sont enfouies, la levée des graines devient convenable.

4°- Mais le déchet parmi les jeunes plants demeure considérable durant les premières années : sécheresse, attaques d'insectes, concurrence avec le tapis herbacé, feux de brousse, etc.

En définitive, si aucune intervention culturale n'a lieu postérieurement au semis, il faut compter qu'il faut semer environ 400 graines pour obtenir un plant viable. Pour obtenir 100 gommiers à l'hectare, il faudrait donc semer 40.000 graines, soit au moins 4kg. Cette méthode trouve donc une limitation pratique dans son application du fait de la collecte de quantités considérables de graines et du prix de revient de cette opération.

5°- La réussite est d'autant meilleure qu'on peut maintenir le sol en un plus grand état de propreté. Mais ce n'est plus alors de la régénération naturelle.....

A côté de la reproduction sexuée il ne faut pas omettre de citer la reproduction asexuée (rejets, drageons, etc) qui joue un grand rôle dans le regarnissage et la reconstitution des peuplements. En général, il suffit d'écartier les causes habituelles de dégradation pour que les boisements se reforment rapidement si les souches n'ont pas été détruites.

Les rejets sont plus vigoureux à partir de souches d'arbres coupés au ras du sol. Mais il est prouvé que la proportion des arbres qui rejettent est plus forte si les arbres sont coupés à une certaine hauteur au-dessus du sol ou ébranchés à la hauteur de la première fourche.

Les exploitations de bois pratiquées au Sénégal et en Mauritanie présentent avec toutes les exploitations africaines le même caractère commun : ce sont des exploitations "sélectives". C'est-à-dire qu'elles ne tirent parti que d'un certain nombre d'essences, mais pas de toutes. De ce fait, au point de vue sylvicole, ces exploitations présentent toutes les mêmes inconvénients : elles rompent l'équilibre biologique qui s'était naturellement institué ; dans la

Par contre, en zone sahélienne et à plus forte raison en zone saharienne, régions pastorales par excellence, le feu est toujours un véritable désastre, même quand il est précoce, parce qu'après son passage l'herbe ne repousse pas. Il ruine ainsi le pâturage jusqu'à l'hivernage suivant. Le système préconisé pour la zone soudanaise est donc à proscrire formellement ici. Comme au surplus ces régions sont en général peu peuplées et leur cloisonnement par des pare-feux étant de ce fait rendu plus difficile, il faut s'y résoudre à subir l'incendie comme un inévitable fléau. Il n'y a d'espoir que de diminuer sa fréquence en prenant des sanctions particulièrement sévères contre les actes intentionnels et en demandant à chacun de prendre le maximum de précautions pour éviter les accidents et de parer à la négligence.

Fort heureusement, en ces régions, l'herbe est peu haute, ténue et clai-semée. Les incendies ne vont pas loin ordinairement, s'arrêtant d'eux-mêmes aux endroits où le tapis herbacé présente des solutions de continuité. Jamais on ne voit des contrées entières dévastées d'un seul tenant sur des dizaines et des dizaines de kilomètres comme en zone soudanaise.

VII- Au Sénégal et en Mauritanie, en dehors de quelques entreprises européennes, elles-mêmes d'importance restreinte, l'exploitation forestière occupe un nombre considérable de petits coupeurs indigènes, dont le contrôle est difficile en raison de leur dissémination et de leur activité intermittente. Pour ces mêmes raisons l'imposition de charges de reboisement serait une mesure pratiquement inapplicable.

On ne conçoit pas comment non le financement, mais même l'exécution des opérations sylvicoles pourraient être faits autrement que par l'Administration elle-même.

On pourrait songer, pour soulager les Finances publiques de la charge de ces travaux, à instituer une taxe spéciale dite "de reboisement" qui frapperait tout produit exploité. En fait une telle taxe ne ferait que majorer les actuelles taxes et redevances et ne serait qu'une complication inutile. Il est plus simple et plus logique d'admettre implicitement qu'une part du montant des taxes forestières actuelles se justifie pour le financement des travaux de reboisement.

2ème partie - Sylviculture -

2- Au Sénégal et en Mauritanie la tâche du forestier consiste beaucoup plus souvent à assurer la pérennité de boisements naturels ou leur regarnissage quand ils ont été dégradés qu'à reconstituer des boisements après exploitation.

La politique de classement de classement en vue de la conservation d'un taux de boisement convenable et harmonieusement répartiesuppose la régénération naturelle des formations arborées (steppes et savanes). Cette régénération existe bien évidemment puisque jusqu'à présent les boisements ont réussi à se maintenir. Mais elle est très lente. En général, les causes habituelles de dégradation (incendies, pâturage, etc.) ont le pas sur elle et finissent par imprimer à ces formations cet aspect spécial que nous leur reconnaissons, caractérisé par la dissémination des arbres et la discontinuité du couvert.

On conçoit aisément en effet tous les aléas auxquels est soumise cette régénération. Il faut un concours vraiment prodigieux de circonstances favorables pour qu'une graine tombée sur le sol parvienne au développement normal d'un arbre.

.../...

lutte pour la reconstitution des peuplements, les essences exploitées ne trouvent défavorisées par rapport aux essences non utilisées laissées debout. La formation va s'appauvrissant. A la longue, après plusieurs coupes successives, les essences non utilisées finiraient par éliminer complètement les autres. En FRANCE, la réalisation des produits ligneux se double toujours d'une opération sylvicole. En AFRIQUE, tout enlèvement de bois est exactement le contraire d'une opération culturale ou est, si l'on veut, une opération culturale à rebours.

L'exploitation des formations arborées de savanes en vue de la production de combustible, seule façon d'ailleurs d'utiliser ces formations composées d'arbres tordus et rabougris, n'échappe pas à cette pratique sélective. Habituellement en effet il installent leurs meules là où ils trouvent rassemblées en quantités suffisantes les essences qui leur conviennent. Leur exploitation aboutit donc à des trouées parmi les peuplements.

Partout où il a pu le faire, le Service des EAUX et FORÊTS a groupé les bûcherons indigènes et les a contraints à conduire leurs coupes à blanc étoc et de proche en proche. C'est progrès certain. A l'heure actuelle toutes les petites forêts des cercles côtiers qui contribuent à l'approvisionnement de DAKAR en combustible sont aménagées en coupes exploitées suivant une rotation déterminée.

Durant la dernière guerre les boisements situés le long des railways furent pareillement exploités par coupes et à blanc étoc en vue de la fourniture de combustible aux machines en remplacement de la houille qui faisait défaut. A l'époque on s'était efforcé de protéger contre le feu les coupes qui venaient d'être exploitées. Malgré ces efforts, rares ont été à vrai dire les coupes qui sont demeurées indemnes du feu - Tous on à peu près ont régulièrement brûlé, toutes les ans et dès la première année qui a suivi l'exploitation. Néanmoins, les boisements se sont en général non seulement reconstitués, mais même améliorés. Cela se comprend, les souches ont rejeté en coupes, là où il y avait autrefois un seul fût, il y a maintenant plusieurs perches. A certains endroits la densité des boisements s'est accrue au point que le couvert s'est fermé, et que sous celui-ci l'herbe est devenue trop clairsemée pour que le feu puisse passer.

Il y a cependant des exceptions. Par endroits, notamment sur les sols latéritiques, la régénération a été très insuffisante, parfois même nulle. On ne voit pas de raison apparente à cela.

En CASAMANQUE on a à faire à une forêt dense demi-sèche de type guinéen, dont l'aspect ne diffère pas sensiblement de celui de la forêt dense équatoriale à feuilles caduques. Les conditions sylvicoles s'y retrouvent à peu près semblables à celles existant en CÔTE D'IVOIRE. Comme en CÔTE D'IVOIRE l'enrichissement a été réalisé par la méthode des layons. Il n'y a rien de particulier à ajouter à ce sujet.

3°- Dans les régions du Sénégal les plus déforestées, le manque de bois a conduit à faire entreprendre des plantations artificielles. On en a également entrepris en CASAMANQUE en vue de la production de bois d'œuvre.

En CASAMANQUE les plantations (teck et caïllédra) sont de longue venue et le climat est assez humide pour qu'il ne soit pas besoin d'arroser en saison sèche. Au Sénégal proprement dit, sous à une longue saison absolument sèche, le succès des plantations est proportionné à la quantité d'eau arrosée aux plants. Sans arrosage, la réussite est à peu près nulle. On s'est donc essayé à l'essence capable de supporter sans aucun arrosage la saison sèche. Mais pour les essences en pareil les résultats sont décevants.

Cette nécessité d'arroser (quelquefois durant deux ans de suite après la mise en place) rend impossible toute plantation partout où ne dispose pas d'eau à proximité et en quantité suffisante. Elle les rend aussi très coûteuses, au point de leur enlever toute rentabilité.

Ci-après la liste des essences exotiques qui ont fait au Sénégal l'objet d'essais concluants.

- *Parkinsonia aculeata* - c'est l'un des arbustes les mieux adaptés au Sénégal. Même en zone sahélienne il se contente de faible arrosage.

- *Filae* (*Casuarina*) - Cet arbre est devenu l'arbre caractéristique du paysage dakarois. Sur les sols frais, il donne des arbres de belle venue, droits et réguliers. Sur les terrains secs (dunes) il demande des arrosages prolongés et ne donne que des arbres branchus et mal conformés. Le *filae* continue à faire l'objet d'essais d'introduction autour de SAINT-LOUIS, dans la région du delta du fleuve Sénégal. Les résultats sont médiocres, sans doute parce que les terrains sont salés.

- *Prosopis dulcis* - Bons résultats dans la zone côtière et dans zone sahélienne, sous réserve d'arrosages.

- *Eucalyptus* - Autour de DAKAR et de SAINT-LOUIS existent des *Eucalyptus* de quelques espèces mal déterminées. Croissance rapide et bonne végétation dans les terrains frais et même inondés. Malheureusement, arbre très sujet à l'attaque des termites.

- *Niaouli* (*Melaleuca*) - Arbre de petites dimensions intéressant parce qu'il s'accommode de terrains salés et temporairement submergés.

- *Cassia Siamea* - Végétation médiocre au Sénégal.

- *Albizzia Lebbeck* - Un des arbres introduits les mieux adaptés à la sécheresse. Dans les terrains bas peut se passer d'arrosage. Mais sa végétation est meilleure s'il est arrosé.

- *Anacardium occidentale* - Essence bien adaptée au climat sec. Peut se cultiver facilement par semis directs. Dégâts considérables de la part des rongeurs.

- *Tec* - Très bons résultats en Casamance.

4- Ce sont indubitablement les cultures itinérantes des autochtones qui constituent pour la conservation des boisements le danger le plus considérable, et le but essentiel des classement est de les prémunir contre lui.

L'Autochtone installe ses cultures absolument où bon lui semble. Lorsqu'il a de la place, il va toujours devant lui. Cependant, pour que ses cultures restent à portée du village, il reprend souvent les champs qu'il abandonne depuis un certain temps. Cela devient une nécessité lorsque la région est peuplée et qu'il ne reste plus de terres disponibles pour aller toujours de l'avant. Ce retour sur les mêmes champs se fait à vrai dire plus ou moins au hasard et nullement suivant une rotation prévue et déterminée.

Certes, pour de nombreuses raisons, il serait souhaitable de fixer l'agriculture indigène. Techniquement la chose n'apparaît pas impossible (pour le moment on manque à vrai dire de bases sérieuses à ce sujet). Mais elle se heurte à d'énormes difficultés pratiques. La fixité de la culture suppose en effet l'emploi du fumier ou d'engrais verts. L'emploi de fumier suppose lui-même des animaux d'élevage. Fumier et engrais vert nécessitent l'entretien dans le sol, dans la labour, celui-ci nécessite à son tour le développement d'outils, puis des équipes de travail. Or en Afrique les populations qui possèdent la culture ne font pas de gros travail en général et celles qui ont du bétail n'ont aucune disposition pour cultiver le sol.

Par ailleurs, dans les régions à longue saison sèche, la période propice aux labours et aux ensemencements est de très courte durée.

Toutes ces raisons font qu'il faudra une longue évolution sociale et économique avant que l'agriculture locale ne se fixe. Il ne faut garder aucune illusion à ce sujet. Longtemps encore la méthode ancestrale actuelle, basée sur la jachère après culture, restera la seule possible.

La jachère arborée suffit à maintenir la fertilité des sols à condition qu'elle dure une dizaine d'années au moins. A ce rythme il s'établit une sorte d'équilibre entre les dégradations que l'Homme cause par sa présence et les forces de reconstitution de la Nature.

Cet équilibre est rompu au détriment de la Nature, si les jachères deviennent trop courtes, c'est-à-dire si les mêmes terrains reviennent en culture d'une façon trop répétée.

C'est ce qui se produit dans les régions côtières du Sénégal, densément peuplées : les cercles de THIES et de DIOURBEL n'offrent qu'une superficie de 2 à 3 hectares à chaque tête d'habitant, le Cercle de LOUGA 3 à 4 hectares. C'est manifestement insuffisant et il n'est pas du tout surprenant que les gens de ces régions constatent l'appauvrissement de leurs terres. Si on en fait retomber la faute sur l'arachide qui est devenue une monoculture dans ces contrées, c'est bien à tort, car tout autre culture, si elle avait été pratiquée, aurait abouti au même résultat.

La solution n'est pas facile à trouver. La fixation des cultures continuellement sur le même sol, souhaitable certes, n'est pas réalisable avant longtemps. Il reste au Sénégal de très grandes étendues de terres vierges, demeurées vierges parce qu'il n'y avait pas d'eau. La création de forages en ce moment poursuivie les ouvre à la pénétration humaine. Vers ces forages qui ont été conçus principalement dans un but pastoral, c'est une race de sédentaires qui a lieu. Aussi est-il probable qu'en fin de compte ils auront surtout une utilité agricole et que l'accession à des terres vierges qu'ils permettent sera la solution pour soulager les régions côtières surchargées de population. Autrement, il ne resterait plus qu'à procurer d'autres activités (mais lesquelles?) à ce surplus de population que l'insuffisance des terres ne permet plus d'employer.

Les savanes soudanaises et sahéliennes sont des formations à la fois arborées et herbacées. A ce titre, leur utilité est donc double : elles constituent d'une part des boisements, d'autre part des pâturages qui de tout temps ont servi de terrains de parcours au bétail des populations autochtones.

En tant que boisements, l'utilité de ces formations est indéniable en de leur influence climatique et de la protection des sols. De ce fait leur conservation s'impose. Mais ce serait un énorme contre-sens de "classer" une partie de ces formations dans un but uniquement forestier, de faire en somme une discrimination parmi elles ; une partie étant considérée comme forêts et réservée au bétail, l'autre partie étant considérée comme pâturage et sacrifiée au bétail.

L'utilité de ces formations ne saurait ainsi disparaître.

L'état boisé contribue-t-il à la conservation de la fertilité des pâturages ? La régression des boisements entraîne-t-elle la dégradation des pâturages ? Cela est possible. Mais pour le moment cela n'a rien de prouvé et reste douteux. A première vue le pâturage ne semble pas présenter de dégradation là où il y a des arbres et là où il n'y en a pas.

Il faut que le candidat ait une bonne formation et qu'il dispose d'un certain nombre de ressources. Il faut également qu'il ait une certaine expérience et qu'il soit capable de travailler sous pression.

1. Name of the person: _____
 2. Address: _____
 3. City: _____
 4. State: _____
 5. Zip: _____
 6. Phone: _____
 7. E-mail: _____
 8. Date: _____
 9. Signature: _____
 10. Printed Name: _____
 11. Title: _____
 12. Organization: _____
 13. Address: _____
 14. City: _____
 15. State: _____
 16. Zip: _____
 17. Phone: _____
 18. E-mail: _____
 19. Date: _____
 20. Signature: _____
 21. Printed Name: _____
 22. Title: _____
 23. Organization: _____
 24. Address: _____
 25. City: _____
 26. State: _____
 27. Zip: _____
 28. Phone: _____
 29. E-mail: _____
 30. Date: _____
 31. Signature: _____
 32. Printed Name: _____
 33. Title: _____
 34. Organization: _____
 35. Address: _____
 36. City: _____
 37. State: _____
 38. Zip: _____
 39. Phone: _____
 40. E-mail: _____
 41. Date: _____
 42. Signature: _____
 43. Printed Name: _____
 44. Title: _____
 45. Organization: _____
 46. Address: _____
 47. City: _____
 48. State: _____
 49. Zip: _____
 50. Phone: _____
 51. E-mail: _____
 52. Date: _____
 53. Signature: _____
 54. Printed Name: _____
 55. Title: _____
 56. Organization: _____
 57. Address: _____
 58. City: _____
 59. State: _____
 60. Zip: _____
 61. Phone: _____
 62. E-mail: _____
 63. Date: _____
 64. Signature: _____
 65. Printed Name: _____
 66. Title: _____
 67. Organization: _____
 68. Address: _____
 69. City: _____
 70. State: _____
 71. Zip: _____
 72. Phone: _____
 73. E-mail: _____
 74. Date: _____
 75. Signature: _____
 76. Printed Name: _____
 77. Title: _____
 78. Organization: _____
 79. Address: _____
 80. City: _____
 81. State: _____
 82. Zip: _____
 83. Phone: _____
 84. E-mail: _____
 85. Date: _____
 86. Signature: _____
 87. Printed Name: _____
 88. Title: _____
 89. Organization: _____
 90. Address: _____
 91. City: _____
 92. State: _____
 93. Zip: _____
 94. Phone: _____
 95. E-mail: _____
 96. Date: _____
 97. Signature: _____
 98. Printed Name: _____
 99. Title: _____
 100. Organization: _____
 101. Address: _____
 102. City: _____
 103. State: _____
 104. Zip: _____
 105. Phone: _____
 106. E-mail: _____
 107. Date: _____
 108. Signature: _____
 109. Printed Name: _____
 110. Title: _____
 111. Organization: _____
 112. Address: _____
 113. City: _____
 114. State: _____
 115. Zip: _____
 116. Phone: _____
 117. E-mail: _____
 118. Date: _____
 119. Signature: _____
 120. Printed Name: _____
 121. Title: _____
 122. Organization: _____
 123. Address: _____
 124. City: _____
 125. State: _____
 126. Zip: _____
 127. Phone: _____
 128. E-mail: _____
 129. Date: _____
 130. Signature: _____
 131. Printed Name: _____
 132. Title: _____
 133. Organization: _____
 134. Address: _____
 135. City: _____
 136. State: _____
 137. Zip: _____
 138. Phone: _____
 139. E-mail: _____
 140. Date: _____
 141. Signature: _____
 142. Printed Name: _____
 143. Title: _____
 144. Organization: _____
 145. Address: _____
 146. City: _____
 147. State: _____
 148. Zip: _____
 149. Phone: _____
 150. E-mail: _____
 151. Date: _____
 152. Signature: _____
 153. Printed Name: _____
 154. Title: _____
 155. Organization: _____
 156. Address: _____
 157. City: _____
 158. State: _____
 159. Zip: _____
 160. Phone: _____
 161. E-mail: _____
 162. Date: _____
 163. Signature: _____
 164. Printed Name: _____
 165. Title: _____
 166. Organization: _____
 167. Address: _____
 168. City: _____
 169. State: _____
 170. Zip: _____
 171. Phone: _____
 172. E-mail: _____
 173. Date: _____
 174. Signature: _____
 175. Printed Name: _____
 176. Title: _____
 177. Organization: _____
 178. Address: _____
 179. City: _____
 180. State: _____
 181. Zip: _____
 182. Phone: _____
 183. E-mail: _____
 184. Date: _____
 185. Signature: _____
 186. Printed Name: _____
 187. Title: _____
 188. Organization: _____
 189. Address: _____
 190. City: _____
 191. State: _____
 192. Zip: _____
 193. Phone: _____
 194. E-mail: _____
 195. Date: _____
 196. Signature: _____
 197. Printed Name: _____
 198. Title: _____
 199. Organization: _____
 200. Address: _____
 201. City: _____
 202. State: _____
 203. Zip: _____
 204. Phone: _____
 205. E-mail: _____
 206. Date: _____
 207. Signature: _____
 208. Printed Name: _____
 209. Title: _____
 210. Organization: _____
 211. Address: _____
 212. City: _____
 213. State: _____
 214. Zip: _____
 215. Phone: _____
 216. E-mail: _____
 217. Date: _____
 218. Signature: _____
 219. Printed Name: _____
 220. Title: _____
 221. Organization: _____
 222. Address: _____
 223. City: _____
 224. State: _____
 225. Zip: _____
 226. Phone: _____
 227. E-mail: _____
 228. Date: _____
 229. Signature: _____
 230. Printed Name: _____
 231. Title: _____
 232. Organization: _____
 233. Address: _____
 234. City: _____
 235. State: _____
 236. Zip: _____
 237. Phone: _____
 238. E-mail: _____
 239. Date: _____
 240. Signature: _____
 241. Printed Name: _____
 242. Title: _____
 243. Organization: _____
 244. Address: _____
 245. City: _____
 246. State: _____
 247. Zip: _____
 248. Phone: _____
 249. E-mail: _____
 250. Date: _____
 251. Signature: _____
 252. Printed Name: _____
 253. Title: _____
 254. Organization: _____
 255. Address: _____
 256. City: _____
 257. State: _____
 258. Zip: _____
 259. Phone: _____
 260. E-mail: _____
 261. Date: _____
 262. Signature: _____
 263. Printed Name: _____
 264. Title: _____
 265. Organization: _____
 266. Address: _____
 267. City: _____
 268. State: _____
 269. Zip: _____
 270. Phone: _____
 271. E-mail: _____
 272. Date: _____
 273. Signature: _____
 274. Printed Name: _____
 275. Title: _____
 276. Organization: _____
 277. Address: _____
 278. City: _____
 279. State: _____
 280. Zip: _____
 281. Phone: _____
 282. E-mail: _____
 283. Date: _____
 284. Signature: _____
 285. Printed Name: _____
 286. Title: _____
 287. Organization: _____
 288. Address: _____
 289. City: _____
 290. State: _____
 291. Zip: _____
 292. Phone: _____
 293. E-mail: _____
 294. Date: _____
 295. Signature: _____
 296. Printed Name: _____
 297. Title: _____
 298. Organization: _____
 299. Address: _____
 300. City: _____
 301. State: _____
 302. Zip: _____
 303. Phone: _____
 304. E-mail: _____
 305. Date: _____
 306. Signature: _____
 307. Printed Name: _____
 308. Title: _____
 309. Organization: _____
 310. Address: _____
 311. City: _____
 312. State: _____
 313. Zip: _____
 314. Phone: _____
 315. E-mail: _____
 316. Date: _____
 317. Signature: _____
 318. Printed Name: _____
 319.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	---

[illegible]

toule
 varien
 paston
 tilman

100-443887-100
 100-443887-101
 100-443887-102

Various systems are used
claims...
systems...
sentiment

[illegible]